

**DECISION N° 1313/2013/UE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL
DU 17 DECEMBRE 2013 RELATIVE AU MECANISME DE PROTECTION CIVILE DE L'UNION.
(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,
vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 196,
vu la proposition de la Commission européenne,
après transmission du projet d'acte législatif aux parlements nationaux,
vu l'avis du Comité des régions [\(1\)](#),
statuant conformément à la procédure législative ordinaire,
considérant ce qui suit :

- (1) Étant donné que les catastrophes naturelles et d'origine humaine se sont multipliées et aggravées de façon significative au cours des dernières années et que les catastrophes futures seront plus graves et plus complexes, avec des répercussions considérables à plus long terme en raison notamment du changement climatique et de la conjugaison possible de plusieurs risques naturels et technologiques, la nécessité d'une approche intégrée en matière de gestion des catastrophes revêt une importance croissante. L'Union européenne devrait promouvoir la solidarité et devrait soutenir, compléter et faciliter la coordination des actions menées par les États membres dans le domaine de la protection civile, en vue d'améliorer l'efficacité des systèmes de prévention, de préparation et de réaction face aux catastrophes naturelles et d'origine humaine.
- (2) Un mécanisme communautaire de protection civile a été institué par la décision 2001/792/CE, Euratom du Conseil [\(2\)](#), qui a fait l'objet d'une refonte par la décision 2007/779/CE, Euratom du Conseil [\(3\)](#). Le financement de ce mécanisme a été assuré par la décision 2007/162/CE, Euratom du Conseil [\(4\)](#) qui a institué un instrument financier pour la protection civile (ci-après dénommé "instrument financier"). Cet instrument vise à accorder une aide financière de l'Union pour contribuer à la fois à accroître l'efficacité de la réaction aux urgences majeures et à renforcer les mesures de prévention et de préparation à prendre pour faire face à des situations d'urgence de toutes sortes, notamment par la poursuite des mesures prises antérieurement au titre de la décision 1999/847/CE du Conseil [\(5\)](#). L'instrument financier vient à expiration le 31 décembre 2013.
- (3) La protection à assurer au titre du mécanisme de protection civile de l'Union (ci-après dénommé "mécanisme de l'Union") devrait porter en premier lieu sur les personnes, mais également sur l'environnement et les biens, y compris le patrimoine culturel, contre toute catastrophe naturelle ou d'origine humaine, notamment les catastrophes environnementales, la pollution marine et les urgences sanitaires graves, survenant dans ou en-dehors de l'Union. La protection civile et d'autres formes d'aide d'urgence s'inscrivant dans le cadre du mécanisme de l'Union peuvent être demandées dans toutes ces catastrophes, en complément des capacités de réaction du pays touché. En ce qui concerne les catastrophes provoquées par des attentats terroristes ou des accidents nucléaires ou radiologiques, le mécanisme de l'Union ne devrait couvrir que les actions de préparation et de réaction relevant du domaine de la protection civile.
- (4) Le mécanisme de l'Union devrait aussi contribuer à la mise en œuvre de l'article 222 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en mettant à disposition, en tant que de besoin, ses moyens et ses capacités.
- (5) Le mécanisme de l'Union constitue l'expression visible de la solidarité européenne en ce qu'il garantit une contribution concrète, en temps utile, à la prévention des catastrophes, à la préparation à celles-ci et aux mesures de réaction qui peuvent être prises lorsqu'une catastrophe survient ou menace de survenir, sans préjudice des principes directeurs et des accords pertinents intervenus dans le domaine de la protection civile. La présente décision ne devrait donc pas porter



atteinte aux droits et aux obligations réciproques des États membres qui découlent de traités bilatéraux ou multilatéraux et qui se rapportent aux questions visées par la présente décision; elle ne devrait pas non plus avoir d'incidence sur la responsabilité qui incombe aux États membres de protéger les personnes, l'environnement et les biens sur leur territoire.

- (6) Il convient que le mécanisme de l'Union tienne dûment compte du droit de l'Union applicable ainsi que des engagements internationaux dans ce domaine et qu'il tire parti des synergies existant avec des initiatives pertinentes de l'Union, telles que le programme européen d'observation de la Terre (Copernicus), le programme européen de protection des infrastructures critiques (EPCIP) et l'environnement commun de partage de l'information (CISE).
- (7) Les autorités régionales et locales jouent un rôle extrêmement important dans la gestion des catastrophes. Les autorités régionales et locales doivent donc être dûment associées aux activités menées au titre de la présente décision, conformément aux structures nationales des États membres.
- (8) La prévention revêt une importance essentielle pour la protection contre les catastrophes et nécessite le déploiement de nouveaux efforts en la matière, ainsi que l'ont préconisé le Conseil, dans ses conclusions du 30 novembre 2009, et le Parlement européen, dans sa résolution du 21 septembre 2010 sur la communication de la Commission intitulée "Une approche communautaire de la prévention des catastrophes naturelles ou d'origine humaine". Le mécanisme de l'Union devrait prévoir un cadre stratégique général pour des actions de l'Union en matière de prévention des risques de catastrophes, afin de garantir un niveau plus élevé de protection et de résistance contre les catastrophes en prévenant ou en réduisant leurs effets et en favorisant le développement d'une culture de la prévention, en tenant notamment dûment compte des incidences probables du changement climatique et de la nécessité de prendre des mesures d'adaptation appropriées. Dans cette perspective, des évaluations des risques, une planification de la gestion des risques, l'évaluation de la capacité de gestion des risques effectuée par chaque État membre au niveau national ou au niveau infranational approprié incluant au besoin les autres services concernés, une description générale des risques élaborée au niveau de l'Union et des examens par les pairs sont essentiels à la mise en place d'une approche intégrée de gestion des catastrophes qui fasse le lien entre la prévention, la préparation et la réaction. Par conséquent, le mécanisme de l'Union devrait inclure un cadre général pour la mise en commun des informations sur les risques et les capacités de gestion des risques sans préjudice de l'article 346 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui garantit qu'aucun État membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité.
- (9) En contribuant à développer davantage et à mieux intégrer les systèmes transnationaux de détection, d'alerte précoce et d'alerte d'intérêt européen, l'Union devrait aider les États membres à réduire les temps de réaction aux catastrophes et les délais d'alerte des citoyens de l'Union. Ces systèmes devraient tenir compte des sources et systèmes d'information existants et futurs et les mettre à profit, tout en encourageant le recours aux nouvelles technologies pertinentes.
- (10) Le mécanisme de l'Union devrait comprendre un cadre stratégique général visant à améliorer en continu le niveau de préparation des systèmes et des services de protection civile, de leur personnel et de la population dans l'Union. Il faudrait pour cela prévoir un programme d'exercices, un programme fondé sur les enseignements tirés ainsi que des programmes et un réseau de formation, aux niveaux de l'Union et des États membres, en matière de prévention, de préparation et de réaction aux catastrophes, comme l'a préconisé le Conseil dans ses conclusions du Conseil du 27 novembre 2008 sur une formation européenne à la gestion des catastrophes.
- (11) Il convient de poursuivre le développement de modules d'intervention de secours dans le domaine de la protection civile, constitués de moyens provenant d'un ou de plusieurs États membres et destinés à être totalement interopérables, afin de renforcer la coopération dans le domaine de la protection civile et de développer une réaction rapide commune concertée des États membres. Les modules devraient être organisés au niveau des États membres et placés sous leur commandement et leur contrôle.
- (12) Le mécanisme de l'Union devrait faciliter la mobilisation et la coordination des interventions de



secours. Le mécanisme de l'Union devrait être fondé sur une structure de l'Union composée d'un centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC), d'une [réserve européenne de protection civile]¹ sous la forme d'une réserve de capacités affectées au préalable de manière volontaire par les États membres, d'experts qualifiés, d'un système commun de communication et d'information d'urgence (CECIS) géré par la Commission, ainsi que de points de contact dans les États membres. Il devrait offrir un cadre pour recueillir des informations validées sur la situation, les diffuser auprès des États membres et partager les enseignements tirés des interventions.

- (13) Afin de mieux planifier la réaction en cas de catastrophe dans le cadre du mécanisme de l'Union et de renforcer la disponibilité de capacités clés, il convient de mettre en place la [réserve européenne de protection civile]¹ sous la forme d'une réserve de capacités affectées au préalable de manière volontaire par les États membres et de mettre sur pied un processus structuré pour recenser les éventuels déficits en capacités.
- (14) En ce qui concerne les interventions de secours en réaction aux catastrophes survenant en dehors de l'Union, le mécanisme de l'Union devrait faciliter et soutenir les actions menées par les États membres et l'Union dans son ensemble, afin de favoriser la cohérence des efforts internationaux dans le domaine de la protection civile. L'Organisation des Nations unies, dans les cas où elle est présente, joue un rôle de coordination globale des opérations de secours dans les pays tiers. Les secours fournis au titre du mécanisme de l'Union devraient être coordonnés avec cette organisation et les autres acteurs internationaux concernés afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et d'éviter tout double emploi. Il est indispensable d'améliorer la coordination des secours relevant de la protection civile dans le cadre du mécanisme de l'Union pour soutenir l'effort de coordination global et assurer une contribution étendue de l'Union aux opérations internationales de secours. Lors de catastrophes donnant lieu à la fourniture de secours au titre tant du mécanisme de l'Union que du règlement (CE) no 1257/96 du Conseil [\(6\)](#), la Commission devrait veiller à l'efficacité, à la cohérence et à la complémentarité de la réaction globale de l'Union, dans le respect du consensus européen sur l'aide humanitaire [\(7\)](#).
- (15) Il convient d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des moyens de transport adéquats afin de soutenir la constitution d'une capacité de réaction rapide au niveau de l'Union. L'Union devrait appuyer et compléter les efforts des États membres en facilitant la coordination et la mise en commun des ressources de transport et en contribuant, le cas échéant, au financement de moyens de transport supplémentaires dans le respect de certains critères et en tenant compte des systèmes existants.
- (16) Les interventions de secours devraient être axées sur la demande et pleinement coordonnées sur le terrain de manière à maximiser leur efficacité et à atteindre les populations touchées. La Commission devrait assurer un soutien logistique approprié pour les équipes d'experts dépêchées sur place.
- (17) Le mécanisme de l'Union peut aussi être utilisé pour fournir un soutien en matière de protection civile venant renforcer l'assistance consulaire apportée aux citoyens de l'Union en cas de catastrophes survenant dans des pays tiers, à la demande des autorités consulaires des États membres concernés. Les États membres concernés devraient, dans la mesure du possible, se concerter entre eux et avec les autres acteurs concernés afin de coordonner les demandes en question pour utiliser au mieux le mécanisme de l'Union et éviter des difficultés d'ordre pratique sur le terrain. Ce soutien pourrait être demandé par exemple par l'"État pilote" ou l'État membre qui coordonne l'assistance pour tous les citoyens de l'Union. La notion d'"État pilote" s'entend au sens des lignes directrices de l'Union européenne relatives à la mise en œuvre du concept d'État pilote en matière consulaire [\(8\)](#). La présente décision s'applique sans préjudice des règles de l'Union relatives à la protection consulaire des citoyens de l'Union à l'étranger.
- (18) Lorsqu'une opération de réaction est planifiée, il est utile d'établir également une liaison avec les organisations non gouvernementales concernées et d'autres entités compétentes en la matière afin de répertorier les capacités de réaction supplémentaires qu'elles pourraient, en cas de catastrophe, mettre à disposition par l'intermédiaire des autorités compétentes des États membres.
- (19) Le recours en dernier ressort à des moyens militaires sous direction civile peut considérablement renforcer une réaction à une catastrophe. Lorsque le recours aux capacités militaires pour



appuyer des opérations de protection civile est envisagé, la coopération avec les militaires devrait être conforme aux modalités, aux procédures et aux critères établis par le Conseil ou ses organes compétents afin de mettre à la disposition du mécanisme de l'Union les capacités militaires nécessaires à la protection civile et elle devrait être cohérente avec les lignes directrices internationales applicables.

- (20) Lorsque l'aide apportée dans le cadre du mécanisme de l'Union s'inscrit dans une intervention humanitaire de l'Union, en particulier en cas de situation d'urgence complexe, les actions bénéficiant d'une assistance financière en application de la présente décision devraient respecter les principes humanitaires et les principes régissant le recours à des moyens de protection civile et militaires qui sont énoncés dans le consensus européen sur l'aide humanitaire.
- (21) La participation des pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui sont membres de l'Espace économique européen (EEE), des pays en voie d'adhésion, des pays candidats et des candidats potentiels devrait être possible. Les pays candidats et les candidats potentiels qui ne participent pas au mécanisme de l'Union, ainsi que les pays relevant de la politique européenne de voisinage (PEV) devraient aussi bénéficier de certaines actions financées en application de la présente décision.
- (22) Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution de la présente décision, il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission concernant l'interaction entre l'ERCC et les points de contact des États membres, ainsi que les procédures opérationnelles applicables pour les réactions aux catastrophes survenant dans ou en-dehors de l'Union; les composantes du CECIS et l'organisation de la mise en commun des informations par l'intermédiaire du CECIS; les procédures de déploiement des équipes d'experts; le recensement des modules, des autres capacités de réaction et des experts; les exigences opérationnelles applicables au fonctionnement et à l'interopérabilité des modules; les objectifs en termes de capacités, les exigences de qualité et d'interopérabilité et la procédure de certification et d'enregistrement nécessaire au fonctionnement de la [réserve européenne de protection civile]¹, ainsi que les modalités financières; le recensement des déficits de la [réserve européenne de protection civile]¹ et les moyens d'y remédier; l'organisation du programme de formation, du cadre d'exercice et du programme fondé sur les enseignements tirés; et l'organisation du soutien au transport des secours. Ces compétences devraient être exercées en conformité avec le règlement (UE) no 182/2011 du Parlement européen et du Conseil [\(9\)](#).
- (23) Il convient d'avoir recours à la procédure d'examen pour l'adoption des actes d'exécution prévus dans la présente décision.
- (24) La présente décision renforce la coopération entre l'Union et les États membres et facilite la coordination dans le domaine de la protection civile, permettant ainsi des actions plus efficaces pour des raisons d'échelle et de complémentarité. Lorsqu'une catastrophe est d'une ampleur telle que les capacités de réaction d'un État membre sont dépassées, celui-ci peut décider de faire appel au mécanisme de l'Union pour compléter ses propres ressources de protection civile et ses autres moyens de réaction à une catastrophe.
- (25) Étant donné que les objectifs de la présente décision ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres mais peuvent en raison des dimensions ou des effets l'être mieux au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente décision n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.
- (26) La présente décision est sans préjudice d'un futur acte législatif de l'Union relatif à l'institution d'un instrument de stabilité, des mesures de protection de la santé publique adoptées au titre d'actes juridiques de l'Union concernant les programmes d'action de l'Union dans le domaine de la santé, ou des mesures relatives à la sécurité des consommateurs adoptées au titre d'un futur acte législatif de l'Union relatif à un programme concernant les consommateurs pour la période 2014-2020.
- (27) Pour des raisons de cohérence, les actions relevant de la décision 2007/124/CE, Euratom du Conseil [\(10\)](#) et d'un futur acte législatif de l'Union relatif à l'établissement, dans le cadre du Fonds



pour la sécurité intérieure, d'un instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises, ou relatives au maintien de l'ordre public et à la sauvegarde de la sécurité intérieure sont exclues du champ d'application de la présente décision. La présente décision ne s'applique pas aux activités relevant du règlement (CE) no 1257/96.

- (28) Les dispositions de la présente décision sont sans préjudice de l'adoption d'actes juridiquement contraignants en vertu du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et définissant des mesures d'urgence spécifiques en cas de catastrophe nucléaire ou radiologique.
- (29) La présente décision couvre des actions de prévention, de préparation et de réaction en cas de pollution marine, à l'exclusion des actions relevant du règlement (CE) no 1406/2002 du Parlement européen et du Conseil [\(11\)](#).
- (30) Pour assurer la mise en œuvre de la présente décision, la Commission peut financer ces actions de préparation, de suivi, de contrôle, d'audit et d'évaluation qui sont nécessaires pour la gestion du mécanisme de l'Union et la réalisation de ses objectifs.
- (31) Le remboursement des frais, la passation de marchés publics et l'octroi de subventions au titre de la présente décision devraient être mis en œuvre conformément au règlement (UE, Euratom) no 966/2012 du Parlement européen et du Conseil [\(12\)](#). En raison de la nature spécifique de l'action dans le domaine de la protection civile, il convient de faire en sorte que les subventions puissent aussi être octroyées à des personnes morales de droit privé ou public. Il importe également que les dispositions du règlement (UE, Euratom) no 966/2012 soient respectées, en particulier en ce qui concerne les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités qui y sont énoncés.
- (32) Les intérêts financiers de l'Union européenne devraient être protégés tout au long du cycle de la dépense par l'application de mesures proportionnées, y compris la prévention et la détection des irrégularités, ainsi que les enquêtes correspondantes, la récupération des fonds perdus, indûment versés ou mal employés et, le cas échéant, l'application de sanctions administratives et financières conformément au règlement (UE, Euratom) no 966/2012.
- (33) La présente décision établit une enveloppe financière pour toute la durée du mécanisme de l'Union qui constitue le montant de référence privilégiée, au sens du point 17 de l'accord interinstitutionnel du 2 décembre 2013 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière [\(13\)](#) pour le Parlement européen et le Conseil au cours de la procédure budgétaire annuelle. Ce montant de référence est tiré en partie de la rubrique 3 ("Sécurité et citoyenneté") et en partie de la rubrique 4 ("L'Europe dans le monde") du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020.
- (34) L'enveloppe financière pour la mise en œuvre de la présente décision devrait être répartie conformément aux pourcentages énoncés à l'annexe I.
- (35) Afin de revoir la répartition de l'enveloppe financière pour la mise en œuvre de la présente décision au plus tard le 30 juin 2017, à la lumière des résultats de l'évaluation intermédiaire, il convient de déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes conformément à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La procédure d'urgence devrait s'appliquer si, à tout moment, une révision immédiate des ressources budgétaires disponibles pour les actions de réaction est nécessaire. Il importe particulièrement que la Commission procède aux consultations appropriées durant son travail préparatoire, y compris au niveau des experts. Il convient que, lorsqu'elle prépare et élabore des actes délégués, la Commission veille à ce que les documents pertinents soient transmis simultanément, en temps utile et de façon appropriée, au Parlement européen et au Conseil.
- (36) La présente décision devrait s'appliquer à compter du 1er janvier 2014, puisqu'elle est liée au cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020,

ONT ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :



Article 21

Actions de prévention et de préparation éligibles

1. Les actions de prévention et de préparation suivantes sont éligibles au bénéfice d'une aide financière :

- a) cofinancement de projets, d'études, d'ateliers, d'enquêtes et d'actions similaires ainsi que d'activités visées à l'article 5;
- b) cofinancement de l'examen par les pairs, visé à l'article 6, point d), et à l'article 8, point j);
- c) maintien des fonctions assurées par l'ERCC, conformément à l'article 8, point a);
- d) préparation de la mobilisation et de l'envoi des équipes d'experts visées à l'article 8, point d), et à l'article 17, et élaboration et maintien d'une capacité d'intervention rapide via le réseau d'experts qualifiés des États membres visé à l'article 8, point f);
- e) mise en place et maintien du CECIS et d'outils permettant la communication et le partage d'informations entre l'ERCC et les points de contact des États membres et des autres participants dans le cadre du mécanisme de l'Union;
- f) contribution à la mise au point de systèmes transnationaux d'intérêt européen de détection, d'alerte précoce et d'alerte, afin de permettre une réaction rapide ainsi que de favoriser l'établissement d'une interconnexion entre les systèmes nationaux d'alerte précoce et d'alerte, et leur liaison avec l'ERCC et le CECIS. Ces systèmes tiennent compte des sources et systèmes d'information, de suivi et de détection existants et futurs et les mettent à profit;
- g) planification d'opérations de réaction dans le cadre du mécanisme de l'Union, conformément à l'article 10;
- h) soutien aux activités de préparation décrites à l'article 13;
- i) développement de la [réserve européenne de protection civile]ⁱ visée à l'article 11, conformément au paragraphe 2 du présent article.
- j) [création, gestion et entretien des capacités de rescEU conformément à l'article 12;]
 - i) des évaluations des risques confirment que de nouvelles capacités sont nécessaires;
 - ii) le processus de recensement des déficits visé à l'article 12 montre que ces capacités ne sont pas disponibles dans les États membres;
 - iii) ces capacités soient mises au point par des États membres agissant séparément ou par l'intermédiaire d'un consortium;
 - iv) ces capacités soient destinées pour deux ans au moins à la [réserve européenne de protection civile]ⁱ; et
 - v) le cofinancement de ces capacités a un bon rapport coût-efficacité.

Le cas échéant, la préférence est donnée aux consortiums d'États membres coopérant sur un risque commun;
- k) garantie de la disponibilité d'un soutien logistique aux équipes d'experts visées à l'article 17, paragraphe 1;
- l) action visant à faciliter la coordination par les États membres du prépositionnement des capacités de réaction en cas de catastrophe dans l'Union conformément à l'article 8, point g); et
- m) soutien à la fourniture de conseils sur les mesures de prévention et de préparation par le déploiement d'une équipe d'experts sur le terrain, à la demande d'un État membre, d'un pays tiers, de l'Organisation des Nations unies ou de ses agences, conformément à l'article 5, paragraphe 2, et à l'article 13, paragraphe 3.
ainsi modifié par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 13), a) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019)

2. L'éligibilité à l'aide financière pour des actions visées au paragraphe 1, point g), se limite :



- a) aux coûts, au niveau de l'Union, de la mise en place et de la gestion de la [réserve européenne de protection civile]¹ et des processus connexes énoncés à l'article 11;
- b) aux coûts des cours de formation, exercices et ateliers obligatoires qui sont nécessaires à la certification des capacités de réaction des États membres aux fins de la [réserve européenne de protection civile]¹ ("coûts de certification"). Les coûts de certification peuvent consister en coûts unitaires ou montants forfaitaires déterminés par type de capacité et couvrant jusqu'à 100 % du montant des coûts éligibles;
- c) [aux coûts nécessaires à une mise à niveau ou à une réparation des capacités de réaction destinée à faire passer ces dernières à un état de préparation et de disponibilité permettant de les déployer dans le cadre de la réserve européenne de protection civile, conformément aux exigences de qualité prévues pour la réserve européenne de protection civile, ainsi que, le cas échéant, aux recommandations formulées lors du processus de certification (ci-après dénommés "coûts d'adaptation"). Ces coûts d'adaptation peuvent comprendre des coûts concernant l'opérabilité et l'interopérabilité des modules et des autres capacités de réaction, l'autonomie, l'autosuffisance, la transportabilité et le conditionnement, ainsi que d'autres coûts nécessaires, pour autant que ces coûts soient spécifiquement en rapport avec la contribution des capacités à la réserve européenne de protection civile.

Les coûts d'adaptation peuvent couvrir:

- i) 75 % des coûts éligibles en cas de mise à niveau, pour autant que ce montant n'excède pas 50 % du coût moyen de développement de la capacité; et
- ii) 75 % des coûts éligibles en cas de réparation.

Les capacités de réaction bénéficiant des financements au titre des points i) et ii) sont mises à disposition dans le cadre de la réserve européenne de protection civile pour une période minimale corrélée au financement reçu et comprise entre trois et dix ans à compter de leur disponibilité effective dans le cadre de la réserve européenne de protection civile, sauf lorsque leur durée de vie économique est plus courte.

Les coûts d'adaptation peuvent consister en coûts unitaires ou en montants forfaitaires déterminés par type de capacité.]

[d ...]

ainsi modifié par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 13), b), i) et ii) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

[...]

[3. *inséré par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 13), c)* (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - L'aide financière prévue pour l'action visée au paragraphe 1, point j), couvre les coûts nécessaires pour assurer la disponibilité et la déployabilité des capacités de rescEU dans le cadre du mécanisme de l'Union, conformément au deuxième alinéa du présent paragraphe.

La Commission veille à ce que l'aide financière visée au présent paragraphe corresponde au minimum à 80 % et au maximum à 90 % du coût total estimé nécessaire pour assurer la disponibilité et la déployabilité des capacités de rescEU dans le cadre du mécanisme de l'Union. Le montant restant est supporté par les États membres hébergeant les capacités de rescEU. Le coût total estimé pour chaque type de capacités de rescEU est défini par la voie d'actes d'exécution adoptés au titre de l'article 32, paragraphe 1, point g). Les coûts totaux estimés sont calculés en tenant compte des catégories de coûts éligibles figurant à l'annexe I bis.

La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 30 afin de modifier l'annexe I bis relative aux catégories de coûts éligibles.

L'aide financière visée au présent paragraphe peut être mise en œuvre dans le cadre de programmes de travail pluriannuels. Pour les actions d'une durée supérieure à un an, les engagements budgétaires peuvent être fractionnés en tranches annuelles.



4. En ce qui concerne les capacités établies pour faire face à des risques à faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, telles qu'elles sont définies par la voie d'actes d'exécution adoptés au titre de l'article 32, paragraphe 1, point h bis, l'aide financière de l'Union couvre l'ensemble des coûts nécessaires pour assurer leur disponibilité et leur déployabilité.

5. Les coûts visés au paragraphe 3 peuvent consister en coûts unitaires, en montants forfaitaires ou en taux forfaitaires déterminés par catégorie ou type de capacité, selon le cas.]

Article 22

Opérations de réaction éligibles

Les opérations de réaction suivantes sont éligibles au bénéfice d'une aide financière :

- a) envoi des équipes d'experts visées à l'article 17, paragraphe 1, et fourniture d'un soutien logistique ainsi qu'envoi des experts visés à l'article 8, points d) et e);
- b) en cas de catastrophe, soutien apporté aux États membres en ce qui concerne l'obtention d'un accès au matériel et aux ressources en moyens de transport, comme indiqué à l'article 23; et
- c) en vertu d'une demande d'aide, adoption de mesures d'appui ou d'actions complémentaires visant à faciliter la coordination de la réaction de la manière la plus efficace possible.

Article 23

[Actions éligibles relatives au matériel et aux opérations]

ainsi modifié par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, a) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

1. Les actions ci-après sont éligibles au bénéfice d'une aide financière afin de permettre l'accès au matériel et aux ressources en moyens de transport dans le cadre du mécanisme de l'Union:

- a) fourniture et partage d'informations sur les ressources en matériel et en moyens de transport que les États membres décident de mettre à disposition, en vue de faciliter la mise en commun de ces ressources;
- b) aide apportée aux États membres en ce qui concerne le recensement des ressources en moyens de transport qui peuvent être obtenues auprès d'autres sources, y compris le secteur privé, et mesures visant à faciliter l'accès des États membres à ces ressources;
- c) aide apportée aux États membres pour ce qui est du recensement des ressources en matériel qui peuvent être obtenues auprès d'autres sources, y compris le secteur privé; et
- d) financement des ressources en moyens de transport pour garantir une réaction rapide en cas de catastrophe. De telles actions ne sont éligibles au bénéfice d'un soutien financier que si les critères suivants sont remplis:
 - i) une demande d'aide a été présentée dans le cadre du mécanisme de l'Union conformément aux articles 15 et 16;
 - ii) des ressources supplémentaires en moyens de transport sont nécessaires pour assurer l'efficacité de la réaction d'urgence dans le cadre du mécanisme de l'Union;
 - iii) l'aide correspond aux besoins cernés par l'ERCC et est fournie conformément aux recommandations émises par l'ERCC concernant les spécifications techniques, la qualité, le calendrier et les modalités d'intervention;
 - iv) l'aide au titre du mécanisme de l'Union a été acceptée par un pays demandeur, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations unies ou de ses agences, ou d'une organisation internationale concernée; et
 - v) dans les cas de catastrophes survenant dans des pays tiers, l'aide vient en complément de toute



intervention humanitaire générale de l'Union.

[1 bis. *inséré par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 14), b)* (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - Le montant de l'aide financière de l'Union consacré au transport de capacités non affectées au préalable à la réserve européenne de protection civile et déployées en cas de catastrophe existante ou imminente dans l'Union ou en dehors de celle-ci ne dépasse pas 75 % du coût total éligible.]

2. [remplacé par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 14), c) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - Le montant de l'aide financière de l'Union pour les capacités affectées au préalable à la réserve européenne de protection civile n'excède pas 75 % des coûts d'exploitation des capacités, y compris le transport, en cas de catastrophe existante ou imminente dans l'Union ou un État participant.

3. L'aide financière de l'Union pour le transport n'excède pas 75 % du coût total éligible lié au transport des capacités affectées au préalable à la réserve européenne de protection civile en cas de catastrophe existante ou imminente en dehors de l'Union, ainsi que le prévoit l'article 16.

4. L'aide financière de l'Union pour les ressources en moyens de transport peut en outre couvrir un maximum de 100 % des coûts totaux éligibles décrits aux points a), b), c) et d), si cela est nécessaire pour que la mise en commun de l'aide des États membres soit efficace sur le plan opérationnel et si les coûts portent sur l'un des éléments suivants:

- a) la location à court terme d'une capacité de stockage pour entreposer temporairement l'aide des États membres en vue de faciliter son transport de manière coordonnée;
- b) le transport de l'État membre qui offre l'aide vers l'État membre qui facilite son transport de manière coordonnée;
- c) le reconditionnement de l'aide des États membres pour utiliser au mieux les capacités de transport disponibles ou pour répondre à des besoins opérationnels spécifiques; ou
- d) le transport local, le transit et l'entreposage de l'aide mise en commun en vue d'assurer une livraison coordonnée à la destination finale dans le pays demandeur.

4 bis. Lorsque les capacités de rescEU sont utilisées à des fins nationales conformément à l'article 12, paragraphe 5, tous les coûts, y compris les coûts de maintenance et de réparation, sont supportés par l'État membre qui les utilise.

4 ter. En cas de déploiement de capacités de rescEU au titre du mécanisme de l'Union, l'aide financière de l'Union couvre 75 % des coûts opérationnels.

Par dérogation au premier alinéa, l'aide financière de l'Union couvre 100 % des coûts opérationnels des capacités de rescEU qui sont nécessaires pour faire face aux catastrophes à faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, lorsque ces capacités sont déployées au titre du mécanisme de l'Union.

4 quater. Pour les déploiements en dehors de l'Union visés à l'article 12, paragraphe 10, l'aide financière de l'Union couvre 100 % des coûts opérationnels.

4 quinquies. Lorsque l'aide financière de l'Union visée au présent article ne couvre pas 100 % des coûts, le montant restant des coûts est supporté par le demandeur, à moins qu'il n'en soit convenu autrement avec l'État membre qui fournit l'aide ou l'État membre qui héberge les capacités de rescEU.]

5. Dans le cas d'une mise en commun d'opérations de transport associant plusieurs États membres, l'un d'eux peut prendre l'initiative de solliciter un soutien financier de l'Union pour l'ensemble de l'opération.



6. Quand un État membre demande à la Commission de sous-traiter des opérations de transport, cette dernière demande un remboursement partiel des coûts en fonction des taux de financement énoncés aux paragraphes 2, 3 et 4.

7. Les coûts ci-après sont éligibles au bénéfice du soutien financier de l'Union pour les ressources en moyens de transport en vertu du présent article: tous les coûts afférents au déplacement des ressources en moyens de transport, y compris les coûts de l'ensemble des services, redevances, dépenses logistiques, frais de manutention, carburants et frais d'hébergement éventuels, ainsi que d'autres coûts indirects tels que les taxes, redevances en général et frais de transit.

[8. *inséré par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 14), d)* (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - Les coûts de transport peuvent consister en coûts unitaires, en montants forfaitaires ou en taux forfaitaires déterminés par catégorie de coût.]

Article 24

Bénéficiaires

Au titre de la présente décision, des subventions peuvent être accordées à des personnes morales de droit privé ou public.

Article 25

Types d'intervention financière et procédures de mise en œuvre

1. La Commission met en œuvre l'aide financière de l'Union conformément au règlement (UE, Euratom) no 966/2012.

2. L'aide financière accordée au titre de la présente décision peut prendre toutes les formes prévues par le règlement (UE, Euratom) no 966/2012, notamment les subventions, le remboursement des frais, les marchés publics ou les contributions à des fonds fiduciaires.

3. Afin de mettre en œuvre la présente décision, la Commission adopte des programmes de travail annuels, par voie d'actes d'exécution, excepté pour les opérations qui relèvent de la réaction en cas de catastrophe traitée au chapitre IV et qui ne peuvent être prévues à l'avance. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 33, paragraphe 2. Ces programmes de travail annuels établissent les objectifs visés, les résultats attendus, la méthode de mise en œuvre et le montant total engagé. Ils contiennent également une description des actions à financer, une indication du montant alloué à chacune d'entre elles et un calendrier indicatif de mise en œuvre. En ce qui concerne l'aide financière visée à l'article 28, paragraphe 2, les programmes annuels de travail décrivent les actions prévues pour chaque pays visé dans ces programmes.

Article 26

Complémentarité et cohérence des mesures prises par l'Union

1. [remplacé par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 15) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - Les actions bénéficiant d'une aide financière au titre de la présente décision ne reçoivent pas d'aide au titre d'autres instruments financiers de l'Union. Cependant, conformément à l'article 191, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil (*2), l'aide financière accordée en vertu des articles 21, 22 et 23 de la présente décision n'empêche pas le financement par d'autres instruments de l'Union conformément aux conditions prévues par ceux-ci.

La Commission veille à ce que les candidats à une aide financière au titre de la présente décision et les bénéficiaires d'une telle aide lui fournissent des informations sur l'aide financière qu'ils perçoivent d'autres sources, y compris le budget général de l'Union, et sur les demandes en cours en vue de l'obtention d'une telle aide.



2. Des synergies, une complémentarité et une coordination accrue sont mises en place avec d'autres instruments de l'Union, tels que ceux qui soutiennent les politiques en matière de cohésion, de développement rural, de recherche et de santé, de migration et de sécurité, ainsi qu'avec le Fonds de solidarité de l'Union européenne. En cas d'intervention dans des pays tiers pour faire face à une crise humanitaire, la Commission veille à la complémentarité et à la cohérence des actions financées au titre de la présente décision et de celles financées au titre du règlement (CE) no 1257/96, et à ce que ces actions soient mises en œuvre dans le respect du Consensus européen sur l'aide humanitaire.

[\(*2\)](#) Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) no 1296/2013, (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) no 223/2014, (UE) no 283/2014 et la décision no 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012 ([JO L 193 du 30.7.2018, p. 1](#).)]

3. Lorsqu'une aide au titre du mécanisme de l'Union contribue à une intervention humanitaire de l'Union, en particulier en cas de situation d'urgence complexe, les actions bénéficiant d'une assistance financière en application de la présente décision sont fondées sur les besoins recensés et sont cohérentes avec les principes humanitaires et les principes régissant le recours à des moyens de protection civile et militaires qui sont énoncés dans le consensus européen sur l'aide humanitaire.

Article 27

Protection des intérêts financiers de l'Union

1. La Commission prend les mesures appropriées pour garantir la protection des intérêts financiers de l'Union lors de la mise en œuvre d'actions financées au titre de la présente décision, par l'application de mesures préventives contre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités sont décelées, par la récupération des montants indûment versés et, si nécessaire, par des sanctions administratives et financières effectives, proportionnées et dissuasives.

2. La Commission ou ses représentants et la Cour des comptes disposent d'un pouvoir d'audit, sur pièces et sur place, à l'égard de tous les bénéficiaires de subventions, contractants et sous-traitants qui ont reçu des fonds de l'Union au titre de la présente décision.

3. L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) peut mener des enquêtes, y compris des contrôles et vérifications sur place, conformément aux dispositions et procédures prévues par le règlement (UE, Euratom) no 883/2013 du Parlement européen et du Conseil [\(15\)](#) et par le règlement (Euratom, CE) no 2185/96 du Conseil [\(16\)](#), en vue d'établir l'existence éventuelle d'une fraude, d'un acte de corruption ou de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, dans le cadre d'une convention de subvention, d'une décision de subvention ou d'un contrat financés au titre de la présente décision.

4. Sans préjudice des paragraphes 1, 2 et 3, les accords de coopération conclus avec des pays tiers et des organisations internationales, les contrats, les conventions de subvention et les décisions de subvention, résultant de la mise en œuvre de la présente décision, contiennent des dispositions prévoyant expressément que la Commission, la Cour des comptes et l'OLAF sont habilités à procéder à ces audits et à ces enquêtes, selon leurs compétences respectives.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 28

Pays tiers et organisations internationales



1. [remplacé par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 16), a) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - Le mécanisme de l'Union est ouvert à la participation:

- a) des pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui sont membres de l'Espace économique européen (EEE), conformément aux conditions établies dans l'accord EEE, ainsi que d'autres pays européens, si des accords et procédures le prévoient;
- b) des pays en voie d'adhésion, pays candidats et candidats potentiels, conformément aux principes généraux et aux conditions générales de participation de ces pays aux programmes de l'Union établis dans les décisions des conseils d'association et accords-cadres respectifs ou des accords similaires.

1 bis. La participation au mécanisme de l'Union comprend notamment la participation à ses activités, conformément à ses objectifs, exigences, critères, procédures et délais fixés par la présente décision, et elle est conforme aux conditions spécifiques énoncées dans les accords conclus entre l'Union et l'État participant.】

2. L'aide financière visée à l'article 20 et à l'article 21, paragraphe 1, points a), b), f) et h), peut également être accordée aux pays candidats et candidats potentiels ne participant pas au mécanisme de l'Union, ainsi qu'aux pays relevant de la PEV, dans la mesure où cette aide financière complète le financement disponible au titre d'un futur acte législatif de l'Union relatif à l'établissement d'un instrument d'aide de préadhésion (IAP II) et un futur acte législatif de l'Union relatif à l'institution d'un instrument européen de voisinage.

3. [remplacé par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 16), b) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) - Des organisations internationales ou régionales, ou des pays qui participent à la politique européenne de voisinage peuvent coopérer aux activités prévues par le mécanisme de l'Union lorsque des accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents conclus entre ces organisations ou pays et l'Union le permettent.】

Article 29

Autorités compétentes

Aux fins de l'application de la présente décision, les États membres désignent les autorités compétentes et informent la Commission en conséquence.

[remplacé par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 17) (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

Article 30

Exercice de la délégation

- 1. Le pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.
- 2. Le pouvoir d'adopter des actes délégués visé à l'article 19, paragraphes 5 et 6, est conféré à la Commission jusqu'au 31 décembre 2020.
- 3. Le pouvoir d'adopter des actes délégués visé à l'article 21, paragraphe 3, est conféré à la Commission pour une durée indéterminée à compter du 21 mars 2019.
- 4. La délégation de pouvoir visée à l'article 19, paragraphes 5 et 6, et à l'article 21, paragraphe 3, peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au Journal officiel de l'Union européenne ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.



5. Avant l'adoption d'un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l'accord interinstitutionnel du 13 avril 2016 "Mieux légiférer".

6. Aussitôt qu'elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.

7. Un acte délégué adopté en vertu de l'article 19, paragraphes 5 et 6, et de l'article 21, paragraphe 3, n'entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n'a pas exprimé d'objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l'expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas formuler d'objections. Ce délai est prolongé de deux mois à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.]

Article 31

Procédure d'urgence

1. Les actes délégués adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur sans délai et s'appliquent tant qu'aucune objection n'est exprimée conformément au paragraphe 2. La notification d'un acte délégué au Parlement européen et au Conseil expose les raisons du recours à la procédure d'urgence.

2. Le Parlement européen ou le Conseil peut exprimer des objections à l'égard d'un acte délégué, conformément à la procédure visée à l'article 30, paragraphe 5. En pareil cas, la Commission abroge l'acte concerné sans délai après que le Parlement européen ou le Conseil lui a notifié sa décision d'exprimer des objections.

Article 32

Actes d'exécution

1. La Commission adopte des actes d'exécution sur les questions suivantes:

- a) l'interaction entre l'ERCC et les points de contact des États membres, comme prévu à l'article 8, point b), à l'article 15, paragraphe 3, et à l'article 16, paragraphe 3, point a); et les procédures opérationnelles applicables pour les réactions aux catastrophes survenant dans l'Union, comme prévu à l'article 15, ainsi qu'en-dehors de l'Union, comme prévu à l'article 16, y compris le recensement des organisations internationales concernées.
- b) les composantes du CECIS ainsi que l'organisation du partage d'informations par l'intermédiaire du CECIS, conformément à l'article 8, point b);
- c) le processus de déploiement des équipes d'experts, comme prévu à l'article 17;
- d) le recensement des modules, des autres capacités de réaction et des experts, comme prévu à l'article 9, paragraphe 1;
- e) les exigences opérationnelles applicables au fonctionnement et à l'interopérabilité des modules, comme prévu à l'article 9, paragraphe 2, y compris leurs tâches, leurs capacités, leurs principales composantes, leur autosuffisance et leur déploiement;
- f) les objectifs de capacité, les exigences de qualité et d'interopérabilité et la procédure de certification et d'enregistrement nécessaire au fonctionnement de la [réserve européenne de protection civile]ⁱ, comme prévu à l'article 11, ainsi que les arrangements financiers prévus à l'article 21, paragraphe 2;
- g) [la création, la gestion et l'entretien de rescEU, conformément à l'article 12, y compris les critères applicables aux décisions de déploiement, les procédures d'exploitation et les coûts visés à l'article 21, paragraphe 3;]
- h) [la mise en place et l'organisation du réseau européen de connaissances en matière de protection civile, conformément à l'article 13;]



[h bis) les catégories de risques à faible probabilité d'occurrence mais à fort impact et les capacités correspondantes destinées à les gérer visées à l'article 21, paragraphe 4;]

[h ter) les critères et procédures de reconnaissance des engagements de longue date qui ont été pris et des contributions exceptionnelles effectuées en faveur de la protection civile de l'Union visés à l'article 20 bis.]

i) l'organisation du soutien au transport de l'aide, comme prévu aux articles 18 et 23.
ainsi modifié par la *Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 18)* (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

2. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen visée à l'article 33, paragraphe 2.

Article 33

Comité

1. La Commission est assistée par un comité. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) no 182/2011.

2. Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 du règlement (UE) no 182/2011 s'applique. Si le comité n'émet pas d'avis, la Commission n'adopte pas le projet d'acte d'exécution, et l'article 5, paragraphe 4, troisième alinéa, du règlement (UE) no 182/2011 s'applique.

[remplacé par la *Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 19)*
(Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

Article 34

Évaluation

1. Les actions bénéficiant d'une aide financière font l'objet d'un contrôle régulier en vue du suivi de leur mise en œuvre.

2. La Commission présente tous les deux ans au Parlement européen et au Conseil un rapport sur les opérations qui ont été menées et les progrès qui ont été accomplis dans le cadre des articles 11 et 12. Le rapport contient notamment des informations sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de capacité et sur les déficits qui subsistent, tels qu'ils sont visés à l'article 11, paragraphe 2, compte tenu de l'établissement des capacités de rescEU conformément à l'article 12. Le rapport fournit également un aperçu de l'évolution de la situation en termes de budget et de coûts liés aux capacités de réaction, ainsi qu'une évaluation des besoins concernant la poursuite du développement de ces capacités.

3. La Commission évalue l'application de la présente décision et présente une communication sur l'efficacité, notamment au regard des coûts, et la poursuite de la mise en œuvre de la présente décision, en particulier au regard de l'article 6, paragraphe 4, et des capacités de rescEU, au Parlement européen et au Conseil, au plus tard le 31 décembre 2023, puis tous les cinq ans par la suite. Cette communication est assortie, le cas échéant, de propositions de modifications de la présente décision.]

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

[remplacé par la *Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 20)*
(Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

Article 35

Dispositions transitoires



Jusqu'au 1er janvier 2025, une aide financière peut être fournie par l'Union afin de couvrir 75 % des coûts nécessaires pour assurer un accès rapide aux capacités nationales correspondant à celles définies conformément à l'article 12, paragraphe 2. À cette fin, des subventions directes peuvent être octroyées aux États membres par la Commission sans appel à propositions.

Les capacités visées au premier alinéa sont désignées comme capacités de rescEU jusqu'à la fin de cette période transitoire.

Par dérogation à l'article 12, paragraphe 6, la décision relative au déploiement des capacités visées au premier alinéa est prise par l'État membre qui les a mises à disposition comme capacités de rescEU. Lorsqu'une situation d'urgence nationale ou de force majeure ou, dans des cas exceptionnels, des motifs graves empêchent un État membre de mettre à disposition ces capacités lors d'une catastrophe en particulier, cet État membre en informe la Commission dans les meilleurs délais en se référant au présent article.]

Article 36

Abrogation

La décision 2007/162/CE, Euratom et la décision 2007/779/CE, Euratom sont abrogées. Les références aux décisions abrogées s'entendent comme faites à la présente décision et sont lues conformément au tableau de correspondance visé à l'annexe II de la présente décision.

Article 37

Entrée en vigueur

La présente décision entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Elle est applicable à partir du 1er janvier 2014.

[supprimé par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 21)
(Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -
Article 38 [...]

Fait à Bruxelles, le 17 décembre 2013.

Par le Parlement européen

Le président
M. SCHULZ
Par le Conseil
Le président
L. LINKEVIČIUS

(1) [JO C 277 du 13.9.2012, p. 164.](#)

(2) Décision 2001/792/CE, Euratom du Conseil du 23 octobre 2001 instituant un mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours relevant de la protection civile ([JO L 297 du 15.11.2001, p. 7](#)).

(3) Décision 2007/779/CE, Euratom du Conseil du 8 novembre 2007 instituant un mécanisme communautaire de protection civile ([JO L 314 du 1.12.2007, p. 9](#)).

(4) Décision 2007/162/CE, Euratom du Conseil du 5 mars 2007 instituant un instrument financier pour la protection civile ([JO L 71 du 10.3.2007, p. 9](#)).

(5) Décision 1999/847/CE du Conseil du 9 décembre 1999 instituant un programme d'action communautaire en faveur de la protection civile ([JO L 327 du 21.12.1999, p. 53](#)).

(6) Règlement (CE) no 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire ([JO L 163 du 2.7.1996, p. 1](#)).

(7) Déclaration commune du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission européenne ([JO C 25 du 30.1.2008, p. 1](#)).

(8) [JO C 317 du 12.12.2008, p. 6.](#)



(9) Règlement (UE) no 182/2011 du Parlement Européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission ([JO L 55 du 28.2.2011, p. 13](#)).

(10) Décision 2007/124/CE, Euratom du Conseil du 12 février 2007 établissant, pour la période 2007-2013, dans le cadre du programme général "Sécurité et protection des libertés", le programme spécifique "Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme et autres risques liés à la sécurité" ([JO L 58 du 24.2.2007, p. 1](#)).

(11) Règlement (CE) no 1406/2002 du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 instituant une Agence européenne pour la sécurité maritime ([JO L 208 du 5.8.2002, p. 1](#)).

(12) Règlement (UE, Euratom) no 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) no 1605/2002 du Conseil ([JO L 298 du 26.10.2012, p. 1](#)).

(13) [JO C 373 du 20.12.2013, p. 1](#).

(14) Décision no 1082/2013/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative aux menaces transfrontières graves sur la santé et abrogeant la décision no 2119/98/CE ([JO L 239 du 5.11.2013, p. 1](#)).

(15) Règlement (UE, Euratom) no 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et abrogeant le règlement (CE) no 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (Euratom) no 1074/1999 du Conseil ([JO L 248 du 18.9.2013, p. 1](#)).

(16) Règlement (Euratom, CE) no 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités ([JO L 292 du 15.11.1996, p. 2](#)).

ANNEXE I

Pourcentages pour la répartition de l'enveloppe financière aux fins de la mise en œuvre du mécanisme de l'Union visée à l'article 19, paragraphe 1

Prévention : 20 % +/- 8 points de pourcentage

Préparation : 50 % +/- 8 points de pourcentage

Réaction : 30 % +/- 8 points de pourcentage

Principes

Lors de la mise en œuvre de la présente décision, la Commission donne la priorité aux actions pour lesquelles la présente décision fixe un délai restant dans la période allant jusqu'à son expiration, l'objectif étant de respecter le délai en question.

[inséré par la Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 23] (Pbl. JO UE LI 77/1 du 20.03.2019) -

ANNEXE I BIS

CATÉGORIES DE COÛTS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ÉLIGIBLES EN CE QUI CONCERNE LE CALCUL DES COÛTS TOTAUX ESTIMÉS, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 21, PARAGRAPHE 3

1. Coûts d'équipement
2. Coûts de maintenance, y compris les coûts de réparation
3. Frais d'assurance
4. Frais de formation
5. Coûts d'entreposage
6. Coûts d'enregistrement et de certification
7. Coûts afférents aux consommables
8. Coût du personnel requis pour assurer la disponibilité et la déployabilité des capacités de rescEU.

ANNEXE II

Tableau de correspondance

Décision 2007/162 Euratom du Conseil	CE, Décision 2007/779 CE, Euratom du Conseil	La présente décision
Article 1er, paragraphe 1		—
Article 1er, paragraphe 2		Article 1er, paragraphe 4
Article 1er, paragraphe 3		—
Article 1er, paragraphe 4	Article 1er, paragraphe 2	Article 2, paragraphe 2
	Article 1er, paragraphe 1	—
	Article 1er, paragraphe 2, premier alinéa	Article 1er, paragraphe 2
	Article 1er, paragraphe 2, deuxième	Article 1er, paragraphe 5



	alinéa	
Article 2, paragraphe 1		Article 2, paragraphe 1, point a)
Article 2, paragraphe 2		Article 2, paragraphe 1, point b)
Article 2, paragraphe 3		Article 1er, paragraphe 6
	Article 2, point 1)	—
	Article 2, point 2)	Article 13, paragraphe 1, point a)
	Article 2, point 3)	Article 20, point b)
	Article 2, point 4)	Article 8, point d)
	Article 2, point 5)	Article 7 et Article 8, point a)
	Article 2, point 6)	Article 8, point b)
	Article 2, point 7)	Article 8, point c)
	Article 2, point 8)	Article 18, paragraphe 1
	Article 2, point 9)	Article 18, paragraphe 2
	Article 2, point 10)	Article 16, paragraphe 7
	Article 2, point 11)	—
Article 3	Article 3	Article 4
Article 4, paragraphe 1		Articles 20 et 21
Article 4, paragraphe 2, point a)		Article 22, point a)
Article 4, paragraphe 2, point b)		Article 22, point b), et Article 23, paragraphe 1, points a), b) et c)
Article 4, paragraphe 2, point c)		Article 23, paragraphe 1, point d)
Article 4, paragraphe 3		Article 23, paragraphes 2 et 4
Article 4, paragraphe 4		Article 32, paragraphe 1, point i)
	Article 4, paragraphe 1	Article 9, paragraphe 1
	Article 4, paragraphe 2	Article 9, paragraphe 3
	Article 4, paragraphe 3	Article 9, paragraphes 1 et 2
	Article 4, paragraphe 4	Article 9, paragraphe 4
	Article 4, paragraphe 5	Article 9, paragraphe 5
	Article 4, paragraphe 6	Article 9, paragraphe 6
	Article 4, paragraphe 7	Article 9, paragraphe 9
	Article 4, paragraphe 8	Article 9, paragraphe 7
Article 5		Article 24
	Article 5, point 1)	Article 8, point a)
	Article 5, point 2)	Article 8, point b)
	Article 5, point 3)	Article 8, point c)
	Article 5, point 4)	Article 8, point d)
	Article 5, point 5)	Article 13, paragraphe 1, point a)
	Article 5, point 6)	—
	Article 5, point 7)	Article 13, paragraphe 1, point d)
	Article 5, point 8)	Article 13, paragraphe 1, point f)
	Article 5, point 9)	Article 18
	Article 5, point 10)	Article 8, point e)
	Article 5, point 11)	Article 8, point g)
Article 6, paragraphe 1		Article 25, paragraphe 1
Article 6, paragraphe 2		Article 25, paragraphe 2
Article 6, paragraphe 3		Article 25, paragraphe 3, troisième et quatrième phrases
Article 6, paragraphe 4		—
Article 6, paragraphe 5		Article 25, paragraphe 3, première et deuxième phrases
Article 6, paragraphe 6		—
Article 7	Article 6	Article 14
	Article 7, paragraphe 1	Article 28, paragraphe 1
	Article 7, paragraphe 2	Article 15, paragraphe 1
	Article 7, paragraphe 2, point a)	Article 15, paragraphe 3
	Article 7, paragraphe 2, point c)	Article 15, paragraphe 3, point a)
	Article 7, paragraphe 2, point b)	Article 15, paragraphe 3, point b)
	Article 7, paragraphe 3, première et troisième phrases	Article 15, paragraphe 3, point c)
	Article 7, paragraphe 4	Article 15, paragraphe 4 et Article 16, paragraphe 6
	Article 7, paragraphe 5	Article 15, paragraphe 5
	Article 7, paragraphe 6	—
Article 8	Article 8, paragraphe 1, premier	Article 17, paragraphe 3, première phrase
		Article 26
		Article 16, paragraphe 1



	alinéa	
	Article 8, paragraphe 1, deuxième alinéa	Article 16, paragraphe 2, première phrase
	Article 8, paragraphe 1, troisième alinéa	—
	Article 8, paragraphe 1, quatrième alinéa	—
	Article 8, paragraphe 2	Article 16, paragraphe 4
	Article 8, paragraphe 3	—
	Article 8, paragraphe 4, point a)	Article 16, paragraphe 3, point a)
	Article 8, paragraphe 4, point b)	Article 16, paragraphe 3, point c)
	Article 8, paragraphe 4, point c)	Article 16, paragraphe 3, point d)
	Article 8, paragraphe 4, point d)	Article 16, paragraphe 3, point e)
	Article 8, paragraphe 5	Article 16, paragraphe 8
	Article 8, paragraphe 6, premier alinéa	Article 17, paragraphe 1 et Article 17, paragraphe 2, point b)
	Article 8, paragraphe 6, deuxième alinéa	Article 17, paragraphe 3, deuxième phrase
	Article 8, paragraphe 7, premier alinéa	—
	Article 8, paragraphe 7, deuxième alinéa	Article 16, paragraphe 2, deuxième phrase
	Article 8, paragraphe 7, troisième alinéa	Article 16, paragraphe 9
	Article 8, paragraphe 7, quatrième alinéa	Article 16, paragraphe 11
	Article 8, paragraphe 7, cinquième alinéa	—
	Article 8, paragraphe 8	Article 16, paragraphe 10
	Article 8, paragraphe 9, point a)	Article 16, paragraphe 12
Article 9	Article 8, paragraphe 9, point b)	Article 16, paragraphe 13
	Article 9	Article 16, paragraphe 2
Article 10	Article 10	Article 18
	Article 10	Article 19, paragraphe 3
Article 11	Article 11	Article 28
	Article 11	—
Article 12, paragraphe 1		Article 29
Article 12, paragraphe 2		Article 27, paragraphe 1
Article 12, paragraphe 3		—
Article 12, paragraphe 4		—
Article 12, paragraphe 5		—
	Article 12, paragraphe 1	Article 32, paragraphe 1, point e)
	Article 12, paragraphe 2	Article 32, paragraphe 1, point a)
	Article 12, paragraphe 3	Article 32, paragraphe 1, point b)
	Article 12, paragraphe 4	Article 32, paragraphe 1, point c)
	Article 12, paragraphe 5	Article 32, paragraphe 1, point h)
	Article 12, paragraphe 6	Article 32, paragraphe 1, point d)
	Article 12, paragraphe 7	—
	Article 12, paragraphe 8	—
	Article 12, paragraphe 9	Article 32, paragraphe 1, deuxième partie du point a)
Article 13	Article 13	Article 33
Article 14		Article 19
Article 15	Article 14	Article 34
	Article 15	Article 36
Article 16		Article 37, deuxième phrase
Article 17	Article 16	Article 38

^{i*} Décision (UE) 2019/420 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2019, 22) (Pbl. LI 77/1 du 20.03.2019) :

Dans l'ensemble du texte de la décision, les termes «capacité européenne de réaction d'urgence», «EERC» et «réserve constituée de manière volontaire» sont remplacés par les termes «réserve européenne de protection civile».

